

## Modernisation du droit du travail

La Commission a lancé, le 22 novembre dernier, un débat et une consultation publique sur la modernisation du droit du travail. Sur la base d'un Livre vert, il est "demandé aux Etats membres, aux partenaires sociaux et autres parties prenantes, comment le droit du travail au niveau national et au niveau de l'Union peut contribuer à rendre le marché du travail plus flexible tout en assurant aux travailleurs une sécurité maximale (notion de flexicurité)". Quatorze questions sont posées sur la flexicurité, les marchés du travail flexibles et l'inclusion, les transitions professionnelles, l'approche du travail fondé sur le cycle de vie, les agences de travail intérimaire, le temps de travail, la mobilité des travailleurs, le travail non déclaré. La consultation est ouverte jusqu'au 31 mars 2007. Elle sera suivie, en juin 2007, d'une communication de la Commission sur la flexicurité et, fin 2007, d'une série de principes communs destinés à "aider les Etats membres à accroître leurs efforts dans les processus de réforme".

Le concept, récent, de "flexicurité" a été présenté, le 18 novembre dernier, aux partenaires sociaux lors du Sommet social européen tripartite de Lahti (Finlande) qui réunissait la présidence actuelle de l'Union (Finlande), les deux suivantes (Allemagne, Portugal) et la Commission. Ce concept veut répondre à trois orientations politiques : réaliser tout le potentiel de la mobilité des travailleurs (portabilité des pensions, travail posté, développement d'EURES -réseau européen des services publics de l'emploi) ; promouvoir la flexibilité tout en développant la sécurité notamment grâce à la formation tout au long de la vie ; promouvoir le dialogue social pour aider les travailleurs à faire face aux changements. Tous les participants ont exprimé leur accord à des principes au niveau européen, mais les avis divergent sur la nécessité d'une action législative européenne : les employeurs y sont opposés et estiment que les discussions doivent rester au niveau des Etats membres alors que les syndicats de travailleurs aimeraient aller vers un contrat de travail à l'échelle européenne pour empêcher le dumping social et entendent veiller à ce que la flexibilité ne l'emporte pas sur la sécurité. Par ailleurs, les employeurs ont fait savoir qu'ils étaient opposés à toute définition du "travailleur" au niveau européen.

Livre vert sur : [http://ec.europa.eu/employment\\_social/labour\\_law/docs/2006/green\\_paper\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/employment_social/labour_law/docs/2006/green_paper_fr.pdf)

Consultation en ligne sur [http://ec.europa.eu/employment\\_social/labour\\_law/green\\_paper\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/employment_social/labour_law/green_paper_fr.htm)

## Energie

♦ Le "paquet" énergie que la Commission Européenne prévoit de rendre public le 10 Janvier 2007 devrait comprendre ♦ l'Analyse Stratégique sur l'énergie en Europe, dite "Strategic Review" ♦ 4 textes dédiés aux énergies renouvelables : une feuille de route proposant des objectifs pour 2020 ; une proposition de directive sur la chaleur et le froid issus de renouvelables ; un rapport sur les biocarburants ; un rapport sur l'électricité issue de renouvelables ♦ 2 textes relatifs au mix énergétique : le programme indicatif communautaire sur le nucléaire (PINC) ; une communication sur le charbon propre ♦ 3 textes concernant le marché intérieur : le plan de mise en oeuvre des interconnexions prioritaires ; les conclusions définitives de l'enquête sectorielle ; le rapport sur la mise en oeuvre des directives relatives aux marchés du gaz .../...

## Modernising labour law

On 22<sup>nd</sup> November the Commission launched a debate and a public consultation on the modernisation of the labour law. On the basis of Green Paper, it "is calling on Member States, social partners and other stakeholders to consider how the labour law at national and Union level can contribute into making the labour market more flexible whilst ensuring maximum security for the workers (flexicurity approach)". Fourteen questions were put forward concerning flexicurity, flexible and inclusive labour markets, employment transitions, a life style approach based on the life-cycle, the agencies for temporary employment, the working time, the mobility of workers, undeclared employment. The consultation runs until 31<sup>st</sup> March 2007. It will be followed, in June 2007, by a communication from the Commission on flexicurity and, end 2007, a series of common principles intended "to help Member States step up their efforts in the processes of reform" will follow.

The "flexicurity" approach, which is quite recent, was presented to social partners on 18<sup>th</sup> November during the tripartite European social Summit of Lahti (Finland) which brought together the current presidency of the Union (Finland), the two next presidencies (Germany and Portugal) and the Commission. The approach aims to address three policy orientations: to implement the whole potential of workers mobility (portability of pensions, posted employment, development of EURES - European network for employment public services); to promote flexibility whilst developing security, in particular, through lifelong learning; to promote social dialogue in order to help workers cope with changes. All participants backed the principles at the European level, but opinions were rather divergent on the need for a European legislative action: employers were opposed to such action and deemed that discussions should remain at the Member States level, whereas, workers' trade unions wished to move towards an employment contract at the European level so as to forestall social dumping and, they intend to ensure that flexibility does not overshadow safety. In addition, employers have made it clear that they are opposed to any definition of "worker" at the European level.

Green Paper at: [http://ec.europa.eu/employment\\_social/labour\\_law/docs/2006/green\\_paper\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/employment_social/labour_law/docs/2006/green_paper_en.pdf)

Online consultation at: [http://ec.europa.eu/employment\\_social/labour\\_law/green\\_paper\\_en.htm](http://ec.europa.eu/employment_social/labour_law/green_paper_en.htm)

## Energy

♦ The energy "package" which the European Commission plans to publish on 10<sup>th</sup> January 2007 should include ♦ the Strategic Analysis of energy in Europe, known as "Strategic Review" ♦ 4 texts devoted to renewable energies: a roadmap proposing objectives for 2020; a proposal for a Directive on the heat and the cold resulting from renewable energies; a report on the biomass energies; a report on electricity obtained from renewable energies ♦ 2 texts concerning energy mix: the Community's Nuclear illustrative program (PINC); a communication on clean coal ♦ 3 texts concerning the internal market: a plan for the implementation of priority interconnections; final conclusions of the sectoral investigation; the report on the implementation of directives on gas .../...

et de l'électricité ♦ 3 textes visant les relations extérieures : mandat de négociations avec la Russie ; dialogue avec les autres pays producteurs ; dialogue avec les grands pays consommateurs ♦ le plan stratégique sur les technologies de l'énergie dans le cadre du 7ème programme communautaire de recherche et développement.

♦ Le 30 novembre dernier, l'UCTE (Union pour le coordination du transport d'électricité) a publié un rapport d'expertise intérimaire sur la panne géante d'électricité qui a frappé l'Europe continentale à partir de l'Allemagne du Nord dans la nuit du 4 novembre 2006. Le document souligne la responsabilité des deux compagnies d'électricité allemande E.ON et RWE qui n'ont fait qu'une évaluation empirique de la situation et ont tardé à avertir les gestionnaires réseaux de transport (GRT) de la modification du planning initial de basculement. Le document relève, également, que la ligne qui a provoqué la panne n'a pas les mêmes normes aux deux extrémités, l'insuffisance des ressources informatiques sur le réseau E.ON, le manque de coordination entre les GRT allemands. De surcroît, les GRT allemands auraient eu, pour leur part, des difficultés à réduire la puissance engagée sur le réseau suite à la pression de leur maison mère qui auraient insisté pour maintenir des flux liés à des engagements commerciaux. Les régulateurs européens de l'énergie conduisent parallèlement leur propre enquête. Les conclusions de ces rapports seront déterminantes lorsqu'il s'agira de fixer le montant des compensations aux GRT et elles influenceront certainement la révision de la législation européenne annoncée pour janvier 2007.

Document UCTE consultable sur <http://www.ucte.org/pdf/News/IC-Interim-Report-20061130.pdf>

♦ La Commission a adopté, le 9 novembre dernier, les nouvelles lignes directrices sur la gestion des échanges transfrontaliers d'électricité, ces lignes directrices modifient celles annexées au règlement 1228/2006. Devant conduire à une harmonisation des échanges transfrontaliers en Europe, elles exigent une coopération renforcée entre les GRT (gestionnaires de réseaux de transport) pour allouer les flux transfrontaliers et gérer les goulets d'étranglement dans le réseau de transmission.

## Initiatives

♦ Le 6 novembre dernier, le CELSIG et onze organisations du réseau ont été reçus par le Cabinet de la présidence de la Commission européenne. C'était la troisième rencontre suite à la lettre du 18 juillet 2005 par laquelle les organisations demandaient au président Barroso d'organiser une réunion entre les organisations de la société civile et l'ensemble des commissaires et services de la Commission en charge des domaines relatifs aux SIG. Le cabinet du président s'est engagé à organiser rapidement une réunion préparatoire (lettre du 18 juillet sur [www.celsig.org](http://www.celsig.org)).

♦ Le séminaire du CELSIG "Promouvoir les SIG pour tous. Quel cadre législatif européen ?" qui s'est tenu les 14 et 15 novembre 2006 au Comité des Régions, a permis d'examiner les cinq projets d'encadrement législatifs existants (Comité des Régions, CELSIG, PSE, CEEP, CES) et les convergences possibles des actions. Un compte rendu des travaux sera établi et envoyé aux participants.

♦ La Confédération européenne des syndicats (CES) a lancé, le 28 novembre dernier, une pétition à l'échelle européenne appelant la Commission européenne à prendre les mesures nécessaires pour que les SIG disposent d'un cadre légal solide. Les Groupes socialistes et Verts du Parlement européen ont apporté leur soutien à la pétition, en ligne sur

<http://petition.etuc.org/PETITION-POUR-DES-SERVICES-PUBLICS>

and electricity markets ♦ 3 texts concerning foreign relations: a mandate for negotiations with Russia; dialogue with the other producer countries; dialogue with major consumer countries ♦ the strategic energy technology plan within the 7<sup>th</sup> Community research and development program.

♦ On 30<sup>th</sup> November, the UCTE (Union for the coordination of the transmission of electricity) published an interim report of experts on the major electricity blackout which struck the continental Europe and whose origin was located in North Germany, during the night of 4<sup>th</sup> November 2006. The document underlines the responsibility of the two German electricity companies, E.ON and RWE which had made only an empirical assessment of the situation and took time to inform the Transmission System Operators (TSOs) about the modification to the initial switching plan. The document also points out that, the line which caused the breakdown has different standards at its two ends, there is lack of sufficient data-processing resources on the E.ON network and lack of coordination among the German TSOs. In addition, the German TSOs would have had, for their part, a lot of difficulties to reduce the magnitude of power engaged on the network following pressure from their head office which had probably insisted on maintaining the flows due to commercial engagements. The European energy regulators are conducting their own investigation. Conclusions of these reports will be crucial when it comes to fixing the amount of compensations to the TSOs and they will certainly influence the amendment of the European legislation for January 2007.

The UCTE document is available at: <http://www.ucte.org/pdf/News/IC-Interim-Report-20061130.pdf>

♦ On the 9<sup>th</sup> November the Commission adopted the new guidelines on the management of cross-border trade of electricity, these new guidelines amend those presented in the annex of regulation 1228/2006. Since they have been conceived to lead to the harmonisation of the cross-border trade in Europe, they will require a reinforced co-operation between different TSOs (Transmission System Operators) in allocating cross-border flows and managing congestion in the transmission network.

## Initiatives

♦ On 6<sup>th</sup> November CELSIG and eleven other organisations of the network had an audience the Cabinet of the European Commission presidency. This was the third meeting following the letter, written on 18<sup>th</sup> July 2005, in which the organisations requested president Barroso to arrange a meeting between the organisations from the civil society and all commissioners and Commission services responsible for those areas that involve SGI. The president's cabinet promised to organise a preparatory meeting, soon (the 18<sup>th</sup> July letter at [www.celsig.org](http://www.celsig.org)).

♦ The seminar organised by CELSIG "Promoting SGI for all. Which European legislative framework?" which was held on the 14<sup>th</sup> and 15<sup>th</sup> November 2006, at the Regions Committee, provided an occasion to examine the five existing legislative framework drafts (Regions Committee, CELSIG, PSE, CEEP, ETUC) and the conceivable convergences of actions. A report will be prepared and sent to participants.

♦ The European Trade Union Confederation (ETUC), on 28<sup>th</sup> November, launched a petition, at the European level, calling on the European Commission to take necessary measures enabling the SGI to have a strong legal framework. The socialist and the Green groups of the European Parliament have given their support for the petition, available on line at

<http://petition.etuc.org/PETITION-FOR-HIGH-QUALITY-PUBLIC>

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.